**Questions de communication**

**5 | 2004**
**Psychologie sociale, traitements et effets des médias**

# Jean-Marc FERRY, Séverine DE PROOST, éds, *L'École au défi de l'Europe. Médias, éducation et citoyenneté postnationale*

Bruxelles, Éd. de l'université de Bruxelles, coll. Philosophie et société, 2003, 231 p.

**Divina Frau-Meigs**

**Édition électronique**
URL : https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7136
DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7136
ISSN : 2259-8901

**Éditeur**
Presses universitaires de Lorraine

**Édition imprimée**
Date de publication : 1 juillet 2004
ISBN : 978-2-86480-838-1
ISSN : 1633-5961

**Référence électronique**
Divina Frau-Meigs, « Jean-Marc FERRY, Séverine DE PROOST, éds, *L'École au défi de l'Europe. Médias, éducation et citoyenneté postnationale* », *Questions de communication* [En ligne], 5 | 2004, mis en ligne le 19 juillet 2013, consulté le 30 décembre 2022. URL : http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7136 ; DOI : https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7136

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International - CC BY-NC-ND 4.0
https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/

travail qui serait alors plus proche d'une recherche sociologique que philosophique. Ne nous proposant aucun modèle parfait, le propos de François Dosse a finalement tendance à équilibrer les approches. Si l'on reprend l'analyse développée par Dominique Janicaud, il aurait été tout aussi acceptable de prendre comme marqueur de la réception l'analyse du texte, sa production, son usage, et la question des transferts culturels lors de l'appropriation de celui-ci dans une culture différente de celle de départ. Le texte philosophique détient une spécificité que François Dosse ne peut que noter sans pour autant trouver une réponse pertinente. Enfin, on peut également regretter l'absence de certaines approches, comme celle développée par Alain Viala qui propose d'analyser un auteur à l'aune de sa « classicité » en s'intéressant – entre autres raisons – à celles qui font qu'une idée reste, et aux biais par lesquels elle finit par s'imposer dans un champ disciplinaire.

**Jean-François Bert**
*ÉRASE, université de Metz*

**Jean-Marc Ferry, Séverine De Proost, éds,**
***L'École au défi de l'Europe. Médias, éducation et citoyenneté postnationale.***
Bruxelles, Éd. de l'université de Bruxelles, coll. Philosophie et société, 2003, 231 p.

L'ouvrage de Jean-Marc Ferry et Séverine De Proost est ambitieux et sa lecture stimulante. Il prend acte de la nécessité de construire une citoyenneté européenne, et donne à l'école la mission de créer cette « éducation postnationale ». Il met cette exigence en regard avec les contraintes à l'œuvre dans les pratiques éducatives (intégration sociale, partitions disciplinaires, etc.) et les défis posés par la concurrence des médias, dont les missions et fonctions (divertissement notamment) sont souvent en contradiction ouverte avec celles de l'école. D'où l'organisation de l'ouvrage en deux grandes parties, la première traitant des questions de citoyenneté et d'éducation, autour du nationalisme et du post-nationalisme, la deuxième traitant des médias au sens large (technologies de l'information et de la communication, jeux vidéos et télévision), et analysant leur rôle dans les apprentissages et la socialisation des jeunes. Sont convoquées diverses approches disciplinaires, complémentaires, comme l'analyse socio-historique, les sciences politiques et la sociologie des usages.

La première partie se préoccupe davantage de la question posée et tient le contrat d'analyse des rapports entre éducation à la citoyenneté et milieu scolaire. Parmi les articles qui posent les questions les plus épineuses sur « le savoir-agir public qu'est la citoyenneté », il faut signaler celui de Jean-Marc Larouche, sur les contradictions entre l'éducation interculturelle (à identités conflictuelles) et l'éducation à une culture publique commune. Autre article à noter, celui de Pierre-Henri Tavoillot qui dresse un tableau comparatif des contenus d'enseignement en Europe pour en faire ressortir ce qui pourrait être un « tronc commun » européen, et montrer les contradictions d'une telle tâche… dans la plupart des cas. En ressort que les disciplines de l'histoire et de la géographie devraient être vecteurs de cette citoyenneté transeuropéenne. Ce qui est contredit par les faits (déclin de ces disciplines) et par la montée en puissance de ce que l'on pourrait appeler « l'option médias », sans doute parce qu'elle offre le potentiel – non réalisé – du décloisonnement disciplinaire.

La deuxième partie est plus axée sur la construction de l'identité des jeunes par les médias et, à ce titre, en cohérence moindre avec la problématique affichée. Cette disparité reflète d'ailleurs l'une des asymétries de la relation école-médias : ces derniers ne sont pas ouvertement ancrés dans la participation civique ou la motivation transculturelle européenne. Par leur ancrage linguistique et leur clientèle locale, ils s'investissent peu dans le projet européen – trop risqué et toujours supplanté par l'international américanisé – et servent d'abord le national et l'individuel. Le système médiatique se détache de celui de l'école avec sa propre rationalité, ses propres régimes de légitimité, et son indifférence relative aux questions de l'identité, du politique et de l'éthique. Et, dans le contexte actuel de déréglementation européenne, il n'est pas prêt de se laisser dicter quelque modification que ce soit, si ce n'est peut-être au niveau du

service public européen dont les missions mériteraient d'être plus clairement définies, en termes de citoyenneté et de pluralisme.

Parmi les articles qui approfondissent l'étude de la relation entre l'usage des médias et l'activité démocratique, il faut signaler celui de Peter Dahlgren qui a le mérite de soulever la question politique de la participation des citoyens au projet européen en formation. Il souligne les identités plurielles qui émergent dans les médias et fracturent les publics ainsi que l'affaiblissement des relations avec l'espace public démocratique. Au passage, il tempère quelque peu l'optimisme sur le « potentiel démocratique » des nouvelles technologies. Ce qui se retrouve dans la contribution de Monique Rémy qui évalue les initiatives européennes de *e-learning*, pour en montrer les objectifs économiques et non pas citoyens. L'article de Dominique Pasquier, quant à lui, insiste sur les apprentissages relationnels des jeunes, ce qui corrobore en creux les dires de Peter Dahlgren sur le manque de dimension politique de ces relations et le manque de perspective européenne, du fait même du type de produit audiovisuel consommé.

On peut regretter que manque à ces analyses la prise en compte du processus de socialisation par les médias, tel qu'il est construit en production et tel qu'il est transmis par les contenus ; les modèles qui sont proposés aux jeunes par des adultes, assez peu sensibilisés aux enjeux internationaux, ne sont pas innocents et ne sont pas sans laisser de traces dans la perception qu'ils se font du monde qui les entoure. L'activité de l'usager – sa participation dirait Peter Dahlgren – ne peut s'isoler de l'ensemble du processus économique, institutionnel et socialisateur des médias, dans la mesure où il est souvent en situation de réaction à une offre plutôt que de production d'une demande. Comprendre la socialisation dans toutes ses dimensions implique donc de prendre en compte l'amont et l'aval du processus d'information-communication : la production et ses effets induits, les messages eux-mêmes ainsi que les stratégies de réception, qu'elles soient dans la réaction à plus ou moins long terme à l'impact des contenus, dans l'interprétation plus ou moins soumise au sens commun, ou dans le recodage actif et individuel selon les expériences de vie des usagers.

C'est ce qu'a le grand mérite de dire la synthèse finale, pro-active, proposée par Séverine de Proost, qui résout ainsi très avantageusement l'exercice difficile de la coordination d'ouvrage. Elle met lucidement en évidence les contradictions à surmonter, entre les effets et les usages, entre les pratiques médiatiques et les pratiques scolaires et surtout entre deux visions en concurrence au sein de l'Europe, la vision de service public (héritage français) et la vision de service universel (pression venant des États-Unis). Et ce pour conclure qu'entre éducation et communication médiatique : « On ne peut guère dissocier, en théorie comme en pratique, la régulation de l'une de celle de l'autre ». Toute la difficulté réside dans la résilience avérée des modèles de l'école et des médias mis en place par les États nations modernes qui ne sont pas prêts de disparaître.

Cela amène à considérer quelques renversements de paradigmes intéressants, suggérés *in fine*, qui questionnent davantage l'école que les médias : l'école se doit d'incorporer le fait que les propositions de modèles de vie ne viennent plus des expériences individuelles, mais des narrations issues des médias ; l'école est à considérer dans son nouveau rôle de média et dans ses propositions de médiation ; la socialisation est à prendre comme une série de processus, en construction-déconstruction tout au long de la vie d'un individu, ce qui élargit le champ de l'école institutionnelle à celui de la formation continue. Autant d'avancées dans la réflexion qui valorisent, *a posteriori*, l'ensemble des articles et qui rendent ce livre indispensable pour tous ceux qui se préoccupent d'éducation, de médias et de régulation européenne.

**Divina Frau-Meigs**
*INTERTRAD, université d'Orléans*